06 2000

En Autriche, rien n'est "normal"

Kulturpolitische Kommission

Depuis février 2000, un gouvernement de coalition, formée par le FPÖ, parti de droite, et l'ÖVP chrétien-démocrate, est au pouvoir en Autriche. Depuis lors, devant la Chancellerie, des manifestations ont lieu tous les jeudis, et des actes d'information et de danse sont organisés tous les samedis pour protester contre la participation du FPÖ au gouvernement.

Les mesures gouvernementales - envers et endroit d'une médaille. Face à l'étranger et à une fraction du public autrichien peu encline à faire des différenciations, l'on se présente comme un réformateur qui procède à des mesures rapides dans des domaines négligés jusqu'ici par le gouvernement sortant, formé par l'ÖVP et le SPÖ social-démocrate. Au moyen d'une réforme des pensions de vieillesse, d'indemnisations des spoliés du nazisme, et de la consolidation du budget, on entend faire oublier les petits ravages subtils mais lourds de conséquence, qui sont perpétrés dans des secteurs situés à l'écart des projecteurs des médias.

Depuis les années soixante-dix, et grâce à des subventions d'état et des investissements, le secteur innovateur de l'Art et de la Culture contemporains de l'Autriche a pu, , mettre en oeuvre une structure considérable. Dans les villes et les zones non-urbaines, plus de 400

initiatives culturelles font fonction de médiatrices de l'oeuvre créatrice contemporaine et assurent le travail socio-culturel auprès des jeunes et l'analyse critique de sujets politiques tels que le nationalisme, le racisme, etc. Mis à part son éminent rôle socio-politique, ce secteur culturel travaillant sans but lucratif représente un des rares segments où le nombre de postes va augmentant. C'est précisément parce qu'il connaît les problèmes de la démocratie et de la politique sociale, ce secteur a été sur ses gardes depuis longtemps vis-à-vis du FPÖ et de sa politique (culturelle). En 1980 déjà, celui qui actuellement est conseiller en affaires culturelles de Jörg Haider, ministre-président de Carinthie, a écrit:

"Il conviendrait d'offrir davantage de soutien à ceux parmi les cientifiques et artistes qui, dans leurs activités, représentent le peuple allemand. Dans tout le secteur culturel et artistique, il faudrait appuyer les efforts authentiquement allemands, en même temps qu'il faudrait, peu à peu, rendre visible ce qui est étranger, ce qui a été greffée, le rendre reconnaissable non comme étant quelque chose de mauvais, mais quand même comme quelque chose de non-allemand." C'est devant cette toile de fond qu'il faut voir la décision de Jörg Haider de refuser de financer le Prix Ingeborg Bachmann, de renommée internationale, et de créer, en son lieu, un prix promouvant les écrivains de Carinthie.

Les actions du gouvernement en place visent à miner le système de promotions aux associations et organisations culturelles critiques et à démanteler les structures. La stratégie de ces actions prend des formes multiples: annulation de baux à loyer concernant les immeubles qui sont la propriété de l'Etat, des provinces ou des communautés; annulation de subventions; augmentation du tarif postal pour les périodiques, lettres de collecte et dépliants de programmes. En matière de tarifs, le gouvernement se réserve le

droit de subventionner seulement des organisations déterminées afin de "séparer les boucs des brebis", comme l'a formulé Andreas Khol, chef des députés parlementaires de l'ÖVP.

Faire preuve de neutralité vis-à-vis du gouvernement qui est en place, voilà qui est promu nouveau critère donnant accès à la carte blanche pour percevoir des aides - les subventions de l'Etat se muent en pots-de-vin à finalité politique qui sont distribués par les partis qui viennent de s'arroger la chose publique. Lorsqu'on ne fait plus guère de distinction entre l'Etat ou la collectivité, d'un côté, et le Gouvernement qui est au pouvoir, de l'autre, la démocratique est arrivée à son terme.

Si nous osons filer la pensée du FPÖ et de l'ÖVP en matière de promotion de la culture, c'est-à-dire celle de vouloir appuyer seulement ceux qui ont de la bienveillance à l'égard du gouvernement, nous devons nous poser la question suivante: A quoi bon de continuer à attribuer des subventions aux partis de l'opposition? Dans cette logique, Van der Bellen, chef des Verts autrichiens, et Gusenbauer, chef du SPÖ, frisent déjà la criminalité organisée. Vient à s'ajouter la proposition de Jörg Haider selon laquelle, implacablement, il conviendrait d'entamer une poursuite pénale contre toute voix critique qui s'élève en Autriche. Manifestement, 55 ans après la mise à bas du régime nazi et la restauration d'un République d'Autriche démocratique, le droit fondamental de la liberté d'expression risque d'être bâillonné de façon substantielle. Depuis toujours, l'intimidation des dissidents, les menaces proférées à leur égard et leur stigmatisation ont constitué les éléments fondamentaux des gouvernements totalitaires empreints de mépris pour l'humanité. Dans le préambule à son programme, le gouvernement autrichien s'est engagé à respecter les droits fondamentaux de la Démocratie, qui

constituent également la base de l'Union Européenne. Jusqu`à ce jour cependant, le chef du gouvernement, le chancelier Schüssel, n'a pas jugé opportun de remettre Jörg Haider à sa place à la suite de sa provocation politique, ni de protéger les fondements de la communauté internationale des valeurs contre ce danger.

Le tour que prennent actuellement les choses en matière politique se montre de façon particulièrement nette lorsqu'on regarde la situation dans les médias. En 1998 a été brisé le monopole autrichien de la radiodiffusion, assuré par une entité de droit public: pour la première fois, les "radios libres" ont accédé aux antennes. Il avait fallu des années de débats conflictuels avec les représentants politiques afin de jeter les bases pour des projets médiatiques libres, à teneur culturelle et non-commerciaux. Immédiatement après l'investiture du gouvernement, ces institutions, si elles recevaient des subventions de l'Etat, se sont vu confrontées à l'annulation d'une large part de celles-ci - première mesure visant à mettre au pas tout genre de reportage critique vis-à-vis du gouvernement. Peu après, des journalistes et rédacteurs critiques qui travaillaient dans l'établissement de radiodiffusion-télévision, de droit public, ont été destitués et limogés dans des départements moins "dangereux".
La presse écrite autrichienne fait de plus en plus preuve de conformisme. Noublions pas que le journal "Neue Kronen Zeitung", de tendance eurosceptique et qui prend des positions favorables vis-à-vis de Haider, est lu par 42,5 % du lectorat autrichien et s'arroge le droit de reproduire la "réalité autrichienne". A le lire, on a l'impression que les sanctions imposées par l'UE sont un fait qui a été moussé par les médias - d'un côté, les hommes et femmes politiques autrichiens sont des personnages non grata lorsqu'il s'agit de prendre des photos de groupe, de l'autre côté, l'élection du maire d'Innsbruck, Herwig van

Staa, au poste de Président du Congrès des Pouvoirs Locaux et Régionaux de l'Europe, organe du Conseil de l'Europe, n'a point été contestée. D'ailleurs, quelques jours auparavant, il avait été le seul homme politique à assumer la fonction de président d'honneur d'un acte solennel organisé par des associations d'universitaires d'extrême droite.

Si le chancelier autrichien et la ministre des affaires étrangères voient venir avec calme la mise en place d'une délégation communautaire chargée de surveiller le travail du gouvernement, c'est sans doute parce que celle-ci sera à peine en mesure de pénétrer à fond les secteurs décrits plus haut. Ignorée par les médias conventionnels, privée par le gouvernement de ses structures, ce sera une Autriche "normale" qui s'étalera sous les yeux de cette délégation; le développement décrit par ces lignes passera inaperçu, et au populisme de droite et à l'hostilité vis-à-vis de la démocratie s'ouvrira tout le terrain de la scène communautaire.
Ce que nous attendons, c'est une contribution qualifiée de la part des pays de l'Union Européenne qui aille au-delà d'actes formels de distanciation vis-à-vis du gouvernement fédéral autrichien - une contribution aboutissant à la possibilité d'observer et de contrecarrer tout mouvement antidémocratique - tant en Autriche que dans d'autres pays de l'Union. Cette attention accrue vis-à-vis des courants antidémocratiques devra, en premier lieu, viser l'Autriche, étant donné que la participation du FPÖ au gouvernement autrichien pourrait servir de "modèle" à nombre d'états de l'Union, pour laquelle il ne s'agit non seulement de la mise en cause de principes démocratiques au niveau national, mais aussi de l'éventualité d'un fracas du processus de l'intégration européenne.

Gabriele Gerbasits et Gerhard Ruiss pour *die Kulturpolitische Kommission (Ständige gemeinsame Vertretung österreichischer Berufs- und Interessenvertretungen der Kunst und Kultur)*